

198749-2026 - Kompetizzjoni

Franza – Servizi ta' tiswija u manutenzjoni ta' materjali ta' difiża u sigurtà – Accord cadre de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites de la Banque de France

OJ S 57/2026 23/03/2026

Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard

Servizzi

1. Xerrej

1.1. Xerrej

Isem uffiċjali: BANQUE DE FRANCE

Email: yenvan.angelique@banque-france.fr

Tip legali tax-xerrej: Korp irregolat bil-liġi pubblika

Attività tal-awtorità kontraenti: Affarijiet ekonomiċi

2. Proċedura

2.1. Proċedura

Titlu: Accord cadre de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites de la Banque de France

Deskrizzjoni: Mise en place d'un accord-cadre composite relatif à des prestations de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites de la Banque de France Le dispositif VIFID (vidéosurveillance fiduciaire) a pour vocation l'enregistrement des images capturées sur des espaces spécifiques liés à l'activité fiduciaire. Ce dispositif est totalement indépendant du dispositif de vidéosurveillance de sécurité (ou sûreté) de chaque site. Les images de chaque caméra n'ont pas vocation à être exploitées en temps réel, mais seulement en temps différé (relecture des images enregistrées). Le dispositif doit donc garantir des images de qualité et de fluidité irréprochable en relecture des images enregistrées. La vidéosurveillance fiduciaire occupe une place prépondérante dans la philosophie de contrôle afin de s'assurer a posteriori de la conformité de toutes les opérations réalisées. D'une manière générale, les objectifs du dispositif peuvent être définis de la manière suivante : dissuader tout comportement inadéquat ou frauduleux (prévention de la fraude interne) ; disposer des éléments nécessaires pour établir objectivement les faits en cas d'incident : suivre et documenter le déroulement des opérations dans le cadre d'un incident seulement (et uniquement) sur le respect des procédures ; conduire des investigations en cas de différences, afin d'exempter le personnel le cas échéant ; contrôler aléatoirement le respect des procédures afin de s'assurer que les nouveaux modes opératoires sont bien appliqués et de dispenser une démarche préventive et proactive pour protéger le personnel. Les installations sont équipées de systèmes de type CASD, ou Geutebrück ou Milestone. D'autres systèmes pourront également être intégrés dans le périmètre du marché, soit en remplacement des dispositifs existants, soit en complément des installations en place. Par ailleurs, des actions d'amélioration et de modernisation sont prévues dans les prochaines années afin de garantir un haut niveau de performance, de sécurité et de fiabilité du dispositif L'accord-cadre comprend principalement des prestations à exécuter sur une base forfaitaire et des prestations complémentaires sur bons de commande. Les prestations, objet du présent accord-cadre, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sont assorties d'une obligation de résultat à l'égard de la Banque de France, afin de lui assurer la

continuité de service, la fiabilité et la pérennité des installations et équipements à maintenir. L' accord-cadre est divisé en 2 lots. Les lots sont décrits ci-après.

Identifikatur tal-proċedura: 59972fe0-1411-4903-903c-859c16dcdddf

Identifikatur intern: DAF 2026_ 000xxx

Tip ta' proċedura: Innegożjta bil-pubblikazzjoni minn qabel ta' sejha għall-kompetizzjoni/għall-kompetizzjoni bin-negożjar

Il-proċedura hija aċċellerata: le

2.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 50600000 Servizi ta' tiswija u manutenzjoni ta' materjali ta' difiża u sigurtà

2.1.2. Post tal-prestazzjoni

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Paris (FR101)

Pajjiż: Franza

Informazzjoni addizzjonali: Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises. Le groupement peut être conjoint ou solidaire. S'il est conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Banque de France. Les candidats ne peuvent ni cumuler la qualité de candidat individuel et la qualité de membre d'un groupement, ni être mandataire de plusieurs groupements, ni être mandataire d'un groupement et cotraitant dans un autre groupement. De plus, un cotraitant ne peut pas se présenter en tant que membre de plusieurs groupements.

2.1.3. Valur

Valur stmat mingħajr VAT: 2 200 000,00 EUR

2.1.4. Informazzjoni ġenerali

Informazzjoni addizzjonali: Le candidat peut demander tout renseignement qu'il jugerait nécessaire au cours de l'établissement de sa candidature via le profil acheteur de la Banque de France (rubrique questions/réponses). Les candidats sont invités à communiquer leurs questions au plus tard le 13/04/2026. Toute question posée après cette date ne sera pas prise en compte. Les réponses à toutes les questions posées sont systématiquement communiquées à l'ensemble des candidats identifiés sur la plateforme et ce, au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des plis. Les réponses peuvent être regroupées. Les candidats peuvent télécharger sur la plateforme de dématérialisation des achats de la Banque de France dans la rubrique « Pièces de marché » le dossier de consultation via le site : <https://achats-banquedefrance.safetender.com> Attention: lors du téléchargement du dossier de consultation sur la plateforme, les candidats ne sont pas obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne sont pas avertis par la plateforme des éventuelles modifications opérées dans le cadre de l'appel d'offres, et ils ne reçoivent pas les réponses aux questions. En cas de problèmes techniques ou pour toutes éventuelles questions concernant la plateforme, la hotline est joignable aux coordonnées suivantes : E-mail : support@safetender.com Tél : 08 25 00 13 26 (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00) Chaque candidat est tenu de signaler, selon les modalités prévues pour les questions, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des documents de la consultation. A défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences et règles de la consultation.

Baži legali:

Direttiva 2014/24/UE

2.1.5. Termini tal-akkwist**Termini tas-sottomissjoni:**

Numru massimu ta' lottijiet li għalihom offerent wieħed jista' jissottometti offerti: 2

Termini tal-kuntratt:

Numru massimu ta' lottijiet li għalihom jistgħu jingħataw kuntratti lil offerent wieħed: 2

2.1.6. Raġunijiet għall-eskluzjoni

Sors tal-motivi għall-eżklussjoni: Avviż

Ftehimiet ma' operaturi ekonomiċi oħrajn li għandhom l-għan li jikkawżaw distorsjoni tal-kompetizzjoni:

Hasil tal-flus jew finanzjament tat-terroriżmu:

Il-korruzzjoni:

Parteċipazzjoni f'organizzazzjoni kriminali:

Ksur tal-obbligi fl-oqsma tal-liġi tax-xogħol:

Ksur tal-obbligi fl-oqsma tal-liġi ambjentali:

Ksur tal-obbligi fl-oqsma tal-liġi soċjali:

Kunflitt ta' interess minħabba l-parteċipazzjoni tiegħu fil-proċedura ta' akkwist:

5. Lott**5.1. Lott: LOT-0001**

Titlu: Prestations de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites fiduciaires « modernisés »

Deskrizzjoni: L'accord-cadre comporte principalement les prestations de base forfaitaires suivantes : - La maintenance Technique (préventive et corrective) des installations et équipements objets du marché : - La maintenance des solutions logicielles (corrective, adaptative et évolutive) avec 1 visite par an) des appliances, des postes informatiques et périphériques IP composant le réseau de Sécurité de la Direction de la Sécurité. - Le maintien en condition de sécurité (MCS) a pour objectif de maintenir à niveau les équipements en matière de cybersécurité. - Le suivi et la recherche d'optimisation des installations ; - La constitution des stocks de pièces détachées si nécessaire, et leur gestion, pour répondre aux Garanties de Temps d'intervention (GTI), aux Garanties de Temps de Rétablissement (GTR) et à la maintenance curative, - La mise à disposition par le TITULAIRE, s'il en possède une, de sa Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) pour le suivi des interventions et des rapports - La mise à disposition d'un outil de gestion informatique afin de permettre un accès sécurisé aux informations concernant l'intégralité du parc, au suivi les interventions, et aux rapports de visite, aux factures et aux dossiers de conformité. - Le suivi administratif des opérations de maintenance (compte rendu, rapports, réunions, suivi des sous-traitants, exploitation, tenue à jour de la documentation technique, réglementaire et administrative, établissement de devis, etc.). Les sites concernés par le lot 01 sont : Siège de la Banque de France à Paris (75), Centre Fiduciaire du Nord de France CEFINOF (Sainghin-en-Mélantois – 59) , Centre Fiduciaire de Paris la courneuve (93), Caen, Rennes, Orléans, Strasbourg, Dijon, Nantes. L'accord-cadre comporte également des prestations complémentaires sur émission de bon de commande, notamment : - Les prestations de maintenance complémentaires (mise en conformité, amélioration, extension, remplacement, rénovation d'installations) ; - Les travaux complémentaires d'amélioration suites aux maintenances - Toutes les opérations de travaux de transformation, de restructuration ou de modification affectant les installations de

vidéosurveillance fiduciaire , réalisées dans le cadre d'un projet décidé par la Banque de France - Les travaux de mise en sécurité en cas de risque immédiat pour la sécurité (un acte de malveillance, utilisation anormale des installations, catastrophe naturelle, etc.);
Identifikatur intern: Lot 01

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizzi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 50610000 Servizzi ta' tiswija u manutenzjoni ta' materjali ta' sigurtà

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Belt: paris

Kodiċi postali: 75001

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Paris (FR101)

Pajjiż: Franza

Informazzjoni addizzjonali: Il est envisagé de retenir 5 opérateurs. Si le nombre des entreprises, dont la candidature est recevable au regard des exigences posées, est supérieur à 5, les entreprises seront sélectionnées en fonction de leur capacité technique appréciée sur la base des documents visés et par application de la pondération suivante : Appréciation des références en lien avec l'objet du marché : 100 % Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalent. En cas d'égalité de note, les candidatures classées au même dernier rang seront toutes retenues.

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Tul ta' żmien: 51 Xhur

5.1.4. Tiġdid

Numru massimu ta' tiġdid: 2

5.1.5. Valur

Valur stmat mingħajr VAT: 1 500 000,00 EUR

Valur massimu tal-ftehim qafas: 1 050 000,00 EUR

5.1.6. Informazzjoni ġenerali

Parteċipazzjoni riżervata:

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

Iridu jingħataw l-ismijiet u l-kwalifiki professjonali tal-istaff assenjat biex iwettaq il-kuntratt:

Rekwiżit tat-talba għall-parteċipazzjoni

Proġett ta' akkwist mhux iffinanzjat mill-Fondi tal-UE

L-akkwist huwa kopert mill-Ftehim dwar l-Akkwisti Pubbliċi (GPA): iva

Informazzjoni addizzjonali: Pour l'appréciation économique et financière du candidat, les documents ou renseignements suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. • un DC1 et un DC2 disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> • le chiffre d'affaires global du candidat réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles, • Les bilans (liasses fiscales feuillet n°2050, 2051 et 2052) du candidat pour chacune des trois dernières années disponibles (uniquement pour le mandataire en cas de groupement), • attestation d'assurance couvrant les risques professionnels. • attestation « Russie » : une attestation sur l'honneur dûment datée et signée au titre de l'article 5 duodecies paragraphe 1er du règlement (UE) 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 modifié concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante : <https://banque-france.achatpublic.com> Cette attestation sera fournie, le cas échéant, pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. • un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante <https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. Pour l'appréciation des références du candidat, les documents suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. - Une liste des principaux marchés de services (10 maximum par candidat) réalisés par le candidat au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet du marché (Maintenance et Maintien en conditions de sécurité des installations de video surveillance fiduciaire, sur des sites bancaire avec une exploitation 24/24 – 7j/7j) et du lot notamment dans le cadre de prestations de maintenance des installations de video surveillance fiduciaire, indiquant les types prestations, le montant, la date et le destinataire public ou privé en lien avec l'objet du marché, Les candidats doivent présenter leur compétence dans la gestion des systèmes VMS de type CASD, ou Geutebrück ou Milestone et autres. En cas de groupement, le groupement présente 10 références maximum incluant celles du mandataire et du/des co-traitant(s). Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalente. - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les trois dernières années. - Le candidat présente les moyens matériels et équipements techniques dont il dispose pour la réalisation de contrats de même nature. - Présentation des certificats de qualifications professionnelles. Il est précisé que la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les prestations pour lesquelles il se porte candidat ;

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Rekwiziti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Exigences minimales de Capacités économiques et financières: 1- Le chiffre d'affaires global le plus élevé sur les 3 derniers exercices disponibles ne doit pas être inférieur à 2 500 000 € Il est précisé qu'en cas de groupement, le chiffre d'affaires retenu pour la comparaison avec le niveau minimal requis sera la somme des chiffres d'affaires des membres du groupement. ET 2- Le résultat net doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. 3- Le ratio capitaux propres / capital social doit être supérieur à 0,5 sur au moins 1 des 3 derniers exercices (cette condition n'étant pas éliminatoire pour une entreprise bénéficiant d'un plan de continuation). 4- Le résultat d'exploitation doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. Il est précisé qu'en cas de groupement, les ratios 2 à 4 devront être respectés par le seul mandataire du groupement. Pour les ratios 2 à 4, au moins 2 d'entre eux devront être respectés pour admettre la recevabilité de la candidature. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas le niveau minimum de capacité économique et financière requis seront éliminées. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (quelle que soit la nature juridique des liens existants entre eux : groupement, sous-traitance, filiale, maison mère ...), il fournit l'ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché.

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Kriterju: Referenzi fuq servizzi speċifiċi

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Exigences minimales de Capacités Techniques: La détention des certificats de qualité et de qualification professionnelle suivants : - Les Certifications ISO 9001 (ou équivalent) ou certification ISO 14001 (ou équivalent) et la Certification ISO 27001 (ou équivalent) Et - les certifications NF Service et APSAD basé sur les référentiels NF 367-182 et APSAD R82 ou équivalent. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas ce niveau minimum de capacité technique requis seront éliminées. Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Fattur ta' ponderazzjoni (persentaġġ, eżatt): 100,00

Informazzjoni dwar it-tieni stadju ta' proċedura b'żewġ stadji:

Numru minimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 5

Numru massimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 5

Il-proċedura se ssir fi stadji suċċessivi. F'kull stadju, xi parteċipanti jistgħu jiġu eliminati

5.1.10. Kriterji tal-għoti

Kriterju:

Tip: Prezz

Isem: Le marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée sur la base des critères d'attribution indiqués dans le règlement de consultation.

Deskrizzjoni: Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist hu ristrett.

Ġustifikazzjoni għar-restrizzjoni tal-aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist: Protezzjoni ta' informazzjoni partikolarment sensittiva

Lingwi li bihom id-dokumenti tal-akkwist huma disponibbli uffiċjalment: Franciż

Lingwi li bihom id-dokumenti tal-akkwist (jew partijiet minnhom) huma disponibbli mhux uffiċjalment: Franciż

Skadenza biex tintalab informazzjoni addizzjonali: 13/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Informazzjoni dwar id-dokumenti ristretti hija disponibbli fuq: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Indirizz għas-sottomissjoni: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-partecipazzjoni: Franciż

Katalogu elettroniku: Mhux permessa

Huma meħtieġa firma jew sigill elettroniku avanzat jew kwalifikat (kif definit fir-Regolament (UE) Nru 910/2014)

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-partecipazzjoni: 21/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hin tal-Ewropa tal-Lvant, Hin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettag fil-qafas ta' programmi ta' impjiegi protetti: Għadu mhux magħruf

Hu meħtieġ ftehim ta' kunfidenzjalità: iva

Informazzjoni addizzjonali dwar il-ftehim ta' kunfidenzjalità: un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante <https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature.

Fatturazzjoni elettronika: Meħtieġa

Se tintuża l-ordni elettronika: le

Se jintuża l-pagament elettroniku: le

5.1.15. Tekniki

Ftehim qafas:

Ftehim qafas, mingħajr ma terġa' tinfetaħ il-kompetizzjoni

Numru massimu ta' parteċipanti: 1

Ġustifikazzjoni tat-tul ta' żmien tal-ftehim qafas: La durée maximum de l'accord-cadre de 51 mois se justifie par la période de prise en charge de 3 mois avant le début d'exécution des prestations de maintenance.

Informazzjoni dwar is-sistema dinamika tax-xiri:

Ebda sistema dinamika ta' xiri

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tal-medjazzjoni: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organizzazzjoni tar-rieżami: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni dwar il-qafas regolatorju ġenerali għat-taxxi applikabbli fil-post fejn irid jitwettaq il-kuntratt: BANQUE DE FRANCE

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni dwar il-qafas regolatorju ġenerali għall-protezzjoni tal-impjiegi u għall-kundizzjonijiet tax-xogħol applikabbli fil-post fejn irid jitwettaq il-kuntratt: BANQUE DE FRANCE

Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

5.1. Lott: LOT-0002

Titlu: Prestations de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites fiduciaires « non modernisés »

Deskrizzjoni: L'accord-cadre comporte principalement les prestations de base forfaitaires suivantes : - La maintenance Technique (préventive et corrective) des installations et équipements objets du marché : - La maintenance des solutions logicielles (corrective, adaptative et évolutive) avec 1 visite par an) des appliances, des postes informatiques et périphériques IP composant le réseau de Sûreté de la Direction de la Sécurité. - Le maintien en condition de sécurité (MCS) a pour objectif de maintenir à niveau les équipements en matière de cybersécurité. - Le suivi et la recherche d'optimisation des installations ; - La constitution des stocks de pièces détachées si nécessaire, et leur gestion, pour répondre aux Garanties de Temps d'intervention (GTI), aux Garanties de Temps de Rétablissement (GTR) et à la maintenance curative, - La mise à disposition par le TITULAIRE, s'il en possède une, de sa Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) pour le suivi des interventions et des rapports - La mise à disposition d'un outil de gestion informatique afin de permettre un accès sécurisé aux informations concernant l'intégralité du parc, au suivi les interventions, et aux rapports de visite, aux factures et aux dossiers de conformité. - Le suivi administratif des opérations de maintenance (compte rendu, rapports, réunions, suivi des sous-traitants, exploitation, tenue à jour de la documentation technique, réglementaire et administrative, établissement de devis, etc.). Les sites concernés par le lot 02 sont : Bordeaux, Toulouse, Lyon, Marseille, Chamalieres, Ajaccio, Bastia. L'accord-cadre comporte également des

prestations complémentaires sur émission de bon de commande, notamment : - Les prestations de maintenance complémentaires (mise en conformité, amélioration, extension, remplacement, rénovation d'installations) ; - Les travaux complémentaires d'amélioration suites aux maintenances - Toutes les opérations de travaux de transformation, de restructuration ou de modification affectant les installations de vidéosurveillance fiduciaire , réalisées dans le cadre d'un projet décidé par la Banque de France - Les travaux de mise en sécurité en cas de risque immédiat pour la sécurité (un acte de malveillance, utilisation anormale des installations, catastrophe naturelle, etc.);

Identifikatur intern: Lot 02

5.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Servizzi

Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 50610000 Servizzi ta' tiswija u manutenzjoni ta' materjali ta' sigurtà

5.1.2. Post tal-prestazzjoni

Belt: paris

Kodiċi postali: 75001

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Paris (FR101)

Pajjiż: Franza

Informazzjoni addizzjonali: Il est envisagé de retenir 5 opérateurs. Si le nombre des entreprises, dont la candidature est recevable au regard des exigences posées, est supérieur à 5, les entreprises seront sélectionnées en fonction de leur capacité technique appréciée sur la base des documents visés et par application de la pondération suivante : Appréciation des références en lien avec l'objet du marché : 100 % Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalent. En cas d'égalité de note, les candidatures classées au même dernier rang seront toutes retenues.

5.1.3. Tul ta' żmien stmat

Tul ta' żmien: 51 Xhur

5.1.4. Tiġdid

Numru massimu ta' tiġdid: 2

5.1.5. Valur

Valur stmat mingħajr VAT: 500 000,00 EUR

Valur massimu tal-ftehim qafas: 1 050 000,00 EUR

5.1.6. Informazzjoni ġenerali

Parteċipazzjoni riżervata:

Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

Iridu jingħataw l-ismijiet u l-kwalifiki professjonali tal-istaff assenjat biex iwettaq il-kuntratt:

Rekwiżit tat-talba għall-parteċipazzjoni

Proġett ta' akkwist mhux iffinanzjat mill-Fondi tal-UE

L-akkwist huwa kopert mill-Ftehim dwar l-Akkwisti Pubbliċi (GPA): iva

Informazzjoni addizzjonali: Pour l'appréciation économique et financière du candidat, les documents ou renseignements suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. • un DC1 et un DC2 disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> • le chiffre d'affaires global du candidat réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles, • Les bilans (liasses fiscales feuillet n°2050, 2051 et 2052) du candidat

pour chacune des trois dernières années disponibles (uniquement pour le mandataire en cas de groupement), • attestation d'assurance couvrant les risques professionnels. • attestation « Russie » : une attestation sur l'honneur dûment datée et signée au titre de l'article 5 duodécies paragraphe 1er du règlement (UE) 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 modifié concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante :

<https://banque-france.achatpublic.com> Cette attestation sera fournie, le cas échéant, pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. • un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante <https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. Pour l'appréciation des références du candidat, les documents suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. - Une liste des principaux marchés de services (10 maximum par candidat) réalisés par le candidat au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet du marché (Maintenance et Maintien en conditions de sécurité des installations de video surveillance fiduciaire, sur des sites bancaire avec une exploitation 24/24 – 7j/7j) et du lot notamment dans le cadre de prestations de maintenance des installations de video surveillance fiduciaire, indiquant les types prestations, le montant, la date et le destinataire public ou privé en lien avec l'objet du marché, Les candidats doivent présenter leur compétence dans la gestion des systèmes VMS de type CASD, ou Geutebrück ou Milestone et autres. En cas de groupement, le groupement présente 10 références maximum incluant celles du mandataire et du/des co-traitant(s). Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalente. - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les trois dernières années. - Le candidat présente les moyens matériels et équipements techniques dont il dispose pour la réalisation de contrats de même nature. - Présentation des certificats de qualifications professionnelles. Il est précisé que la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les prestations pour lesquelles il se porte candidat ;

5.1.9. Kriterji tal-għażla

Sors tal-kriterji ta' għażla: Avviż

Kriterju: Rekwiżiti ekonomiċi jew finanzjarji oħra

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Exigences minimales de Capacités économiques et financières: 1- Le chiffre d'affaires global le plus élevé sur les 3 derniers exercices disponibles ne doit pas être inférieur à 700 000 € Il est précisé qu'en cas de groupement, le chiffre d'affaires retenu pour la comparaison avec le niveau minimal requis sera la somme des chiffres d'affaires des membres du groupement. ET 2- Le résultat net doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. 3- Le ratio capitaux propres / capital social doit être supérieur à 0,5 sur au moins 1 des 3 derniers exercices (cette condition n'étant pas éliminatoire pour une entreprise bénéficiant d'un plan de continuation). 4- Le résultat d'exploitation doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. Il est précisé qu'en cas de groupement, les ratios 2 à 4 devront être respectés par le seul mandataire du groupement. Pour les ratios 2 à 4, au moins 2 d'entre eux devront être respectés pour admettre la recevabilité de la candidature. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas le niveau minimum de capacité économique et financière requis seront éliminées. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (quelle que soit la nature juridique

des liens existants entre eux : groupement, sous-traitance, filiale, maison mère ...), il fournit l'ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché.

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Kriterju: Referenzi fuq servizzi speċifiċi

Deskrizzjoni tal-kriterju ta' selezzjoni: Exigences minimales de Capacités Techniques: La détention des certificats de qualité et de qualification professionnelle suivants : - Les Certifications ISO 9001 (ou équivalent) ou certification ISO 14001 (ou équivalent) et la Certification ISO 27001 (ou équivalent) Et - les certifications NF Service et APSAD basé sur les référentiels NF 367-182 et APSAD R82 ou équivalent. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas ce niveau minimum de capacité technique requis seront éliminées.

Il-kriterji se jintużaw biex jintgħażlu l-kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura

Fattur ta' ponderazzjoni (persentaġġ, eżatt): 100,00

Informazzjoni dwar it-tieni stadju ta' proċedura b'żewġ stadji:

Numru minimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 5

Numru massimu ta' kandidati li għandhom jiġu mistiedna għat-tieni stadju tal-proċedura: 5

Il-proċedura se ssir fi stadji suċċessivi. F'kull stadju, xi parteċipanti jistgħu jiġu eliminati

5.1.10. Kriterji tal-għoti

Kriterju:

Tip: Prezz

Isem: Le marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée sur la base des critères d'attribution indiqués dans le règlement de consultation.

Deskrizzjoni: Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

5.1.11. Dokumenti tal-akkwist

Aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist hu ristrett.

Ġustifikazzjoni għar-restrizzjoni tal-aċċess għal ċerti dokumenti tal-akkwist: Protezzjoni ta' informazzjoni partikolarment sensittiva

Lingwi li bihom id-dokumenti tal-akkwist huma disponibbli uffiċjalment: Franciż

Lingwi li bihom id-dokumenti tal-akkwist (jew partijiet minnhom) huma disponibbli mhux uffiċjalment: Franciż

Skadenza biex tintalab informazzjoni addizzjonali: 13/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Ħin tal-Ewropa tal-Lvant, Ħin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Informazzjoni dwar id-dokumenti ristretti hija disponibbli fuq: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tas-sottomissjoni:

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Indirizz għas-sottomissjoni: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-parteeipazzjoni: Franciż

Katalogu elettroniku: Mhux permessa

Huma meħtieġa firma jew sigill elettroniku avvanzat jew kwalifikat (kif definit fir-Regolament (UE) Nru 910/2014)

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-parteeipazzjoni: 21/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Ħin tal-Ewropa tal-Lvant, Ħin tas-sajf tal-Ewropa Ċentrali

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettaq fil-qafas ta' programmi ta' impjegi protetti: Għadu mhux magħruf

Hu meħtieġ ftehim ta' kunfidenzjalità: iva

Informazzjoni addizzjonali dwar il-ftehim ta' kunfidenzjalità: un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante

<https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature.

Fatturazzjoni elettronika: Meħtieġa

Se tintuża l-ordni elettronika: le

Se jintuża l-pagament elettroniku: le

5.1.15. Tekniki**Ftehim qafas:**

Ftehim qafas, mingħajr ma terġa' tinfetaħ il-kompetizzjoni

Numru massimu ta' parteċipanti: 1

Ġustifikazzjoni tat-tul ta' żmien tal-ftehim qafas: La durée maximum de l'accord-cadre de 51 mois se justifie par la période de prise en charge de 3 mois avant le début d'exécution des prestations de maintenance.

Informazzjoni dwar is-sistema dinamika tax-xiri:

Ebda sistema dinamika ta' xiri

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tal-medjazzjoni: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organizzazzjoni tar-rieżami: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni dwar il-qafas regolatorju ġenerali għat-taxxi applikabbli fil-post fejn irid jitwettaq il-kuntratt: BANQUE DE FRANCE

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni dwar il-qafas regolatorju ġenerali għall-protezzjoni tal-impjegi u għall-kundizzjonijiet tax-xogħol applikabbli fil-post fejn irid jitwettaq il-kuntratt: BANQUE DE FRANCE

Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

8. Organizzazzjonijiet**8.1. ORG-0001**

Isem uffiċjali: BANQUE DE FRANCE

Numru tar-reġistrazzjoni: 57210489100013

Dipartiment: Direction des Achats

Indirizz postali: 39 rue Croix des Petits champs

Belt: PARIS CEDEX 01

Kodiċi postali: 75049

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Paris (FR101)

Pajjiż: Franza

Punt ta' kuntatt: Yen-Van ANGELIQUE

Email: yenvan.angelique@banque-france.fr

Telefown: 0142924297

Fax: 0142925397

Indirizz tal-internet: www.banque-france.fr

Endpoint tal-iskambju ta' informazzjoni (URL): <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Xerrej

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni dwar il-qafas regolatorju ġenerali għat-taxxi applikabbli fil-post fejn irid jitwettaq il-kuntratt

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni dwar il-qafas regolatorju ġenerali għall-protezzjoni tal-impjegi u għall-kundizzjonijiet tax-xogħol applikabbli fil-post fejn irid jitwettaq il-kuntratt

8.1. ORG-0002

Isem uffiċjali: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Numru tar-reġistrazzjoni: nc

Dipartiment: Organisation chargée des procédures de recours

Indirizz postali: 7 rue de Jouy

Belt: PARIS CEDEX 04

Kodiċi postali: 75181

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Paris (FR101)

Pajjiż: Franza

Email: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telefown: 0144594400

Fax: 0144594646

Indirizz tal-internet: <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Endpoint tal-iskambju ta' informazzjoni (URL): <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

Organizzazzjoni tar-rieżami

Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami

Organizzazzjoni tal-medjazzjoni

8.1. ORG-0000

Isem uffiċjali: Publications Office of the European Union

Numru tar-reġistrazzjoni: PUBL

Belt: Luxembourg

Kodiċi postali: 2417

Sottodivizjoni tal-pajjiż (NUTS): Luxembourg (LU000)

Pajjiż: Il-Lussemburgu

Email: ted@publications.europa.eu

Telefown: +352 29291

Indirizz tal-internet: <https://op.europa.eu>

Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:

TED eSender

Informazzjoni dwar l-avviż

Identifikatur/verżjoni tal-avviż: 378a2b39-ddbe-4a76-98de-4b54b39b66af - 01

Tip ta' formola: Kompetizzjoni

Tip ta' avviż: Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard

Sottotip tal-avviż: 16

Data ta' meta ntbagħat l-avviż: 20/03/2026 11:52:21 (UTC+00:00) Ħin tal-Ewropa tal-Punent, GMT

Lingwi li bihom dan l-avviż huwa disponibbli uffiċjalment: Franciż

Numru tal-pubblikazzjoni tal-avviż: 198749-2026

